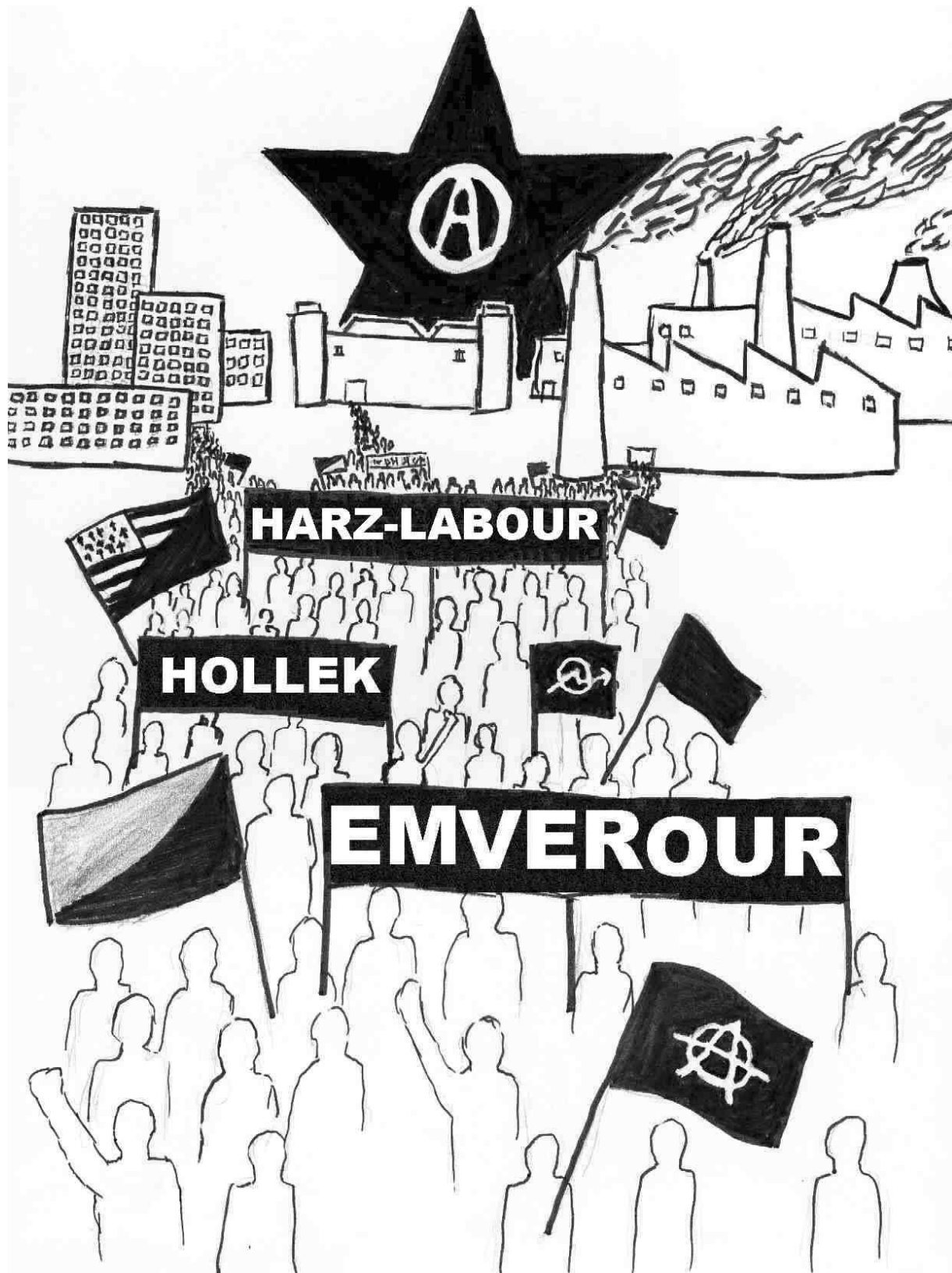


Le Huchoër

N°8

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €



Fort agité ce début de printemps (enfin bon, on est encore loin du « Printemps des Peuples » de 1848). Entre la guerre en Irak, le déchaînement capitaliste et autoritariste tout azimut du gouvernement Raffarin, le printemps de la langue bretonne (à quand un grand soir des langues bretonnes ?) et toujours – ne l’oublions pas – les prisonniers politiques dans nos « grandes démocraties » (bretons, basques, révolutionnaires, etc.), l’actualité nous offre une large possibilité de présence sur le terrain des luttes, pour donner un autre son de cloche, et réaffirmer nos idées sans ambiguïté. Des occasions pour – avec d’autres libertaires de sensibilités différentes – montrer aux sokial-traitourion* qu’ils ne sont pas seuls et qu’on ne les laissera pas occuper toute la place dans leur optique purement électoraliste. Des promenades digestives en perspective quoi !

Et après ? Il faudra bien dénoncer, au-delà de l’existence de prisonniers politiques, le système carcéral lui-même. La guerre en Irak ne se terminera pas avec la prise intégrale de ce pays par les Anglo-saxons, restera une plaie politique et économique béante qu’il faudra dénoncer. Qu’y aura-t-il après les manifestations pour les langues locales ? Toujours mendier auprès des États ethnocentristes qui ne cherchent qu’à temporiser et à voir lentement crever nos langues ? Même problème pour les conflits sociaux : toujours des syndicats qui se cantonnent à un rôle de négociateurs avec l’État et les patrons, sans proposer de projets de société alternatifs sérieux ? Heureusement, nos camarades anarcho-syndicalistes de la CNT (dont vous pourrez lire l’interview dans ce numéro) sont là pour montrer leur différence sur ce point. En attendant un mouvement anarcho-syndicaliste breton, on apprendra que ceux-ci défendent la diversité linguistique et culturelle, ce qui est assez rassurant (quand on pense que ça n’est pas tout à fait évident chez tous les libertaires...).

On a pu apprendre récemment la création, après la fête des mères (par Pétain), les fêtes des pères et des grands-mères (par des industriels), de la fête des patrons pour la fin octobre, par notre ami E.-A. Seillière, complétant (si on y ajoute le 14 juillet), le triptyque « Travail Famille Patrie », tout un symbole... Ne vous inquiétez pas monsieur le Baron, on vous fera votre fête !

*sociaux-traitres !

Per-Ewan

**Le Huchoër (le porte-voix en gallo) est la feuille de choux intemporelle de la
Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)**

**Contact : le_huchoer@hotmail.com
Le Huchoër c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex**

Ont participé à ce numéro : FabrIs IskIs , Per-Ewan, OLC, Guillaume B., MAD, Le courrou d'néteie, Charline Chapline, CORBO, Vergissmeinnicht, Hervé, Robert Dizober.

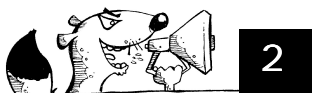




Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État...

Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
 - Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
 - Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
 - Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)
- ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes.

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux. En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires.

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'Etat, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus. Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

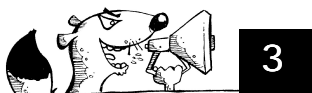
Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individu/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiters. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire



Coups de gueule !

L'histoire commence un matin quelque part sur la ligne C du RER en Essonne. André va au boulot, et, comme tous les matins, il tue le temps du trajet en lisant « 20 minutes », journal gratuit qui fait le tour de force de réduire l'actualité mondiale en trois grands titres racoleurs. Il s'offusque de la guerre en Irak, du mal que l'on fait à ces pauvres gens. Au moins, se dit-il, la première guerre du Golf, y'avait des raisons de la faire, d'ailleurs la France y a été. Au moins en Afghanistan, y'avait pas de victimes civiles, la télé en aurait parlé, il l'aurait vu au journal de Jean-Pierre Pernaut. C'est son présentateur préféré. Il montrait si bien les problèmes d'insécurité qui ont traversé la France. C'est grâce à lui qu'André a su pour qui voter aux présidentielles. Il savait pas trop bien avant, mais il n'a jamais raté une élection : c'est un devoir, y'a quand même des gens qui sont morts pour ça bordel de merde. Tout à coup, André est dérangé dans ses méditations, un espèce de clochard vient de poser à côté de lui un petit papier imprimé avec ces mots qu'il a déjà lu mille fois : « Bonjour, je n'ai pas le droit de travailler car je suis réfugié, j'ai une femme et trois enfants, aidez-moi à les nourrir avec un Euro ou un ticket restaurant, dieu vous bénisse ». André le sait (il est très perspicace), le mendiant est un Rrom, un tzigane d'origine roumaine. André manque d'avaler de travers ! Non mais quoi c'est vrai, comme s'il ne payait pas assez d'impôts pour qu'on paye ces feignasses de chômeurs français et immigrés faudrait en

plus qu'il vide son portefeuille pour des étrangers en situation irrégulière. Et puis il est malin André, on lui la fait pas comme ça, il le sait comment il vivent ces Roumains, ces voleurs, racailles et compagnies, sans compter la mafia. Non mais qu'est ce qui viennent faire ici en plus. Chacun dans son pays et les vaches seront bien gardées. Heureusement, Sarko est là, ça va changer et le pays va redevenir propre.

Pendant qu'André se livre à ses réflexions, la femme du mendiant de tout à l'heure est chez elle, au Techniparc, un bidonville à Saint Michel sur Orge. Elle vient de la ville de Bihor dans l'ouest de la Rou-

gens ordinaires n'aimant ni les « basanés » ni les « manouches ». Pourquoi vit-elle ici alors, parce que aussi impossible que cela paraisse, ses conditions de vie en Roumanie sont pire encore : crise sociale roumaine, discriminations raciales, les « Rroms », les « Brunets » n'ont pas accès au travail (les annonces indiquent « Rroms s'abstenir »), pas d'argent, pas d'aides sociales, pas de possibilité de scolarisation, humiliations publiques, harcèlement policier, relégation dans les quartiers à l'écart, interdiction de fréquenter certains lieux... Et c'est là qu'elle va bientôt retourner, elle sera renvoyée par la force par la gestapo de Sarkozy et de sa politique



manie. Elle est arrivée au Techniparc après avoir été, d'expulsion en expulsion, à Sevran, Ris-Orangis et Ponthierry. Comme tout les membres de sa communauté, la loi lui interdit de travailler, et elle survit grâce à la mendicité et aux dons de quelques riverains bienveillants. Elle est sous le regard suspicieux de l'État, qui, dès son arrivée, lui colle une étiquette de délinquante en l'obligeant à justifier ses revenus. A ceci s'ajoute le racisme des

d'exclusion. On renvoie donc des gens à l'extrême misère, à la condition de Paria. Sarkozy est complice d'un État roumain criminel, et quand on est complice d'un criminel, quand on renvoie des gens à la mort, on est un criminel. Il est interdit aujourd'hui d'être pauvre, d'être étranger, d'être tzigane, il est interdit de vivre quand on est différent. Rappelons, juste

(Suite page 5)



(Suite de la page 4)

par comparaison, que les premiers déportés de l'Allemagne nazis furent des tsiganes. On voit sur quel type d'idéologie repose le discours sécuritaire de certains. Le gouvernement s'arroge le droit de décider qui a ou non le droit de vivre sur un territoire, comme si la terre lui appartenait. La notion de propriété privée chère au capitalisme, s'est étendue à la terre. Non Sarkozy, pas un gramme de terre ne t'appartient, rappelle-toi ce que disaient les Bérurier Noir : « Les gadjis t'ont loué une décharge publique, la terre n'est à personne, n'y au juge, ni aux flics. ». Ce ne sont pas des chiffres, des statistiques sur l'immigration qui sont en jeu, ce sont des vies humaines.

Mais tout n'est pas expliqué dans le journal d'André (il ne lit pas le Huchoèr), et puis tant mieux, faut pas lui embrouiller le cerveau le pauvre. Alors, quand le mendiant repasse pour récupérer son papier et tendre la main, André réagit : « Retourne chez toi feignant, arrête d'emmerder les braves gens qui travaillent ! ». En sortant du train, avant d'aller au boulot, André va au troquet boire un demi et acheter son paquet de clopes à 3 euros. André est un gros con bien ordinaire.

CORBO

**Toi aussi participe
à l'axe du mal ...
... abonne-toi au Huchoèr !**

(Prix indicatif : 6 euros pour 4 numéros. Chèque à l'ordre de CBIL)

Contact : Le Huchoèr c/o
CBIL BP 7042 22200
Gwengamp cedex

Neventi vat evit ar fliked.

La flikaille ne se sent plus... projets à foison, recrutement tout azimuth... Tient, je reprendrai bien un peu de matons avec ma prison.

Divizet eo bet sevel e skol polis Rouen ur c'harter a-bezh (5 pe 6 hektar) evit stourm a-enep ar feulster e ker. Pezh zo, ret eo gouzout ne gousto 'met 60 million a euro ar raktres-mañ...

60 milion dispignet evit redek war-lerc'h tud n'o dije ket ezhomm bezañ feulz sur a-walc'h ma vefe implijet gwelloc'h ar vonneiz-mañ.

Bezit sur e vo tapet gant seurt raktres, ur bern sauvajed ha n'int ket bet fur a-walc'h evit chom sioul dirak ar programmoù tele graet evit o badaouiñ. Grit evel ar sklaved a-vremañ, labourit evit netra ... Manpower and co a c'hortoz ac'hanoc'h... met dreist-holl, na vezit ket feulz.

Met, neuze petra 'vo graet eus tout an dud be tapet gant hor fliket peurgourdonet ?

Bezit dinec'h tudoù... 'vel pezh o peus lennet (s.o. Le Huchoèr niv. 7), savet e vo kement a doullou-bac'h e vo moien berniañ an dienez c'hoazh hag adarre. Moien 'vo tremen e-eun eus an HLMoù d'ar prison hep poaniañ re.

Daou zibab a chomo neuze ma n'oc'h ket eus gouenn an aotrounez : mont er prison, pe mont er prison : da laret eo mont a-enep ar stad, hag echuiñ en un toull brein, pe labouraat evit ar Stad vit evezhiañ ar re n'o deus ket pleget c'hoazh.

Krouet e vo, du-se, e Breizh, 650 post-labour evit evezhiañ ar re baour.

Sklaer evel dazont an evezhierien

**NOUS SOMMES
TOUS EN
LIBERTÉ
PROVISOIRE**



Huch ! - C.B.I.L. 

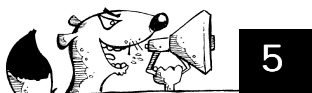
Http://www.huch.lautre.net
Huch ! c/o CBIL BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

N'eo ket warc'hoazh e tigrsko niver a brizonidi en o doull-bac'h, ar c'hontrol zoken. Setu ma klask rener rannvroel servijoù ar prison, paotred etre 20 ha 30 vloaz. Kregiñ a raio an enskrivadenn e miz Even. Siwazh deomp, n'eo ket warc'hoazh e vo divizet

gant ar c'hlas sokial izelañ mont a-enep seurt politikerezh. Bezit sur e vo niverus c'hoazh ar paourkaezh tud a gredo (pe a fello dezho krediñ) labouraat evit mat hor gevredigezh, pe simplloc'h c'hoazh, a fello dezho tec'hout dirak an dienez, bet programmet gant ar Stad a-benn kontrolliñ gwelloc'h ar boblañs.

N'eo ket c'hoazh niver an dud dilabour re zañjerus evit ar Stad. Ar c'hontrol zoken. Diaes eo deomp klemm hep gortoz bezañ erlec'hiet diouzhtu. Ar batroned a ren, hag en gouzout a reont, ha n'eo ket hent an dilennadegoù à dorro hor chadennoù aour.

Robert Dizober



Et flotte la bannière étoilée...

La guerre contre l'Irak, dit-on, se termine. Et nous n'allons certainement pas boudier notre plaisir. Les États-Unis aussi se réjouissent, sans compter avec une bourse qui tressaute de plaisir à chaque bombe larguée. L'heure serait-elle aux bilans ? En tous les cas nous sommes bien loin d'en avoir terminé avec l'Irak.

Les États-Unis semblent bel et bien sortir victorieux de ce conflit, mais qui aurait pu penser le contraire ? Que pèse un pays exsangue face à la plus grande armée du monde, pays qui, est-il nécessaire de le rappeler, ne cesse en plus de l'embargo qu'on lui a infligé, de se faire bombarder depuis maintenant 12 ans. A quoi servent ces 12 années d'acharnement, dont les principales victimes furent civiles ? Selon l'UNICEF, ce sont 500 000 enfants de moins de 5 ans qui ont péri pendant ce temps. Un pays ravagé, qui ne possède plus ni arme moderne, ni défense aérienne digne de

ce nom, et encore moins de force aérienne, était-il une menace majeure pour le monde ? Il est évidemment hors de question de minimiser la répression dont furent victimes les Irakiens durant le régime dictatorial, mais des questions m'obsèdent.

L'après guerre n'est pas gagnée

N'y-t-il pas dans ce monde, de gouvernements au-

trement plus dangereux pour le « monde libre » que ne l'était l'Irak ? Combien de dictateurs en ce monde mériteraient le « châtement » divin américain ? C'est ce qui pousse aujourd'hui à nous poser des questions quant à l'altruisme du gouvernement Bush. Depuis quand un pays rongé par les dettes (4% de son PIB en 2000, soit 420 milliards de dollars) se saignait-il autant pour le bien être d'une population qu'il bombarde et étouffe depuis 12 ans ? Car si en 1991, le contribuable américain n'a payé que 12% du coût de la guerre du Golfe (les pays comme le Koweït, l'Arabie Saoudite, le Japon et l'Alle-



magne ayant pris le reste en charge) il en va cette fois-ci autrement. C'est tout de même une enveloppe budgétaire de 80 milliards de dollars que Bush a reçu pour envahir l'Irak. 80 milliards de dollars ! N'y aurait-il pas là de quoi sauver de la misère une bonne partie de la population dans le monde, et ceci sans verser une seule goutte de sang ?

Hormis le coté purement économique, combien de temps l'axe du bien va-t-il réus-

sir à maintenir l'illusion d'être le libérateur du peuple Irakien ? Les premiers mécontentements venus ne ramèneront-ils pas à la mémoire Irakienne que les États-Unis, flanqués de leurs alliés auront tout de même été la cause d'une mortalité galopante dans cette partie du globe ?

Qui va gérer le pétrole ?

Les États-Unis accepteront-ils de laisser à l'ONU le soin de s'occuper du pays, alors qu'ils l'ont tout simplement ignoré au moment de partir à l'assaut ? Ceci est tout simplement difficile à croire. Difficile à croire qu'ils ne tenteront pas d'une manière où d'une autre de se rembourser. N'étant pas parti en guerre ni pour la liberté ni pour le bien-être du peuple Irakien, il semblerait plutôt facile de croire que le prochain gouvernement mis en place soit un gouvernement qui a toutes les faveurs de l'administration du pays à la bannière étoilée. Les premiers signes sont déjà là. En effet, les liens sont étroits entre les milieux pétroliers,

le président George W. Bush et le vice-président Dick Cheney. Ils ne sont plus à démontrer.

La politique de Bush laisse présager le pire en ce qui concerne les prochains arrangements politiques et économiques dans l'Irak futur. Et ce n'est pas faire du mauvais esprit que de le penser. Il suffit simplement de se souvenir. Se souvenir que la majorité des dictateurs et des officiers militaires tortionnaires d'Amérique

(Suite page 7)



(Suite de la page 6)

Latine sont des diplômés de la School of America, de Fort Benning USA, se souvenir que Saddam Hussein est un pur produit made in USA, que le Venezuela a encore fait récemment les frais de la politique barbouzarde de l'État américain...

Et toujours récemment, il suffit de s'arrêter quelques instants sur le cas de l'Afghanis-



tan, oublié de nos écrans de télé maintenant qu'il est passé de mode.

L'après taliban n'augure pas un futur radieux. La paix façonne de curieuses alliances contre nature entre le gouvernement américain et de nombreux gouvernements autoritaires de la région. La leçon ne leur a pas servi ! Après avoir utilisé la « ceinture verte » islamiste pour contrer le danger communiste, les voici en train de pactiser avec d'infréquentables chefs de gouvernement : entre autres, Saparmurad Niazov, président à vie du Turkménistan ou bien Islam Karimo, qui sait si bien remplir ses prisons. Comment croire donc un pays qui a derrière lui une si longue histoire de violences, et de meurtres pour installer des régi-

mes qui lui étaient favorables, même s'il s'agissait de dictatures, afin de pouvoir protéger ses intérêts économiques ?

Il reste également maintenant à savoir comment seront traitées les minorités nationales dans ce futur Irak. Et Allah sait qu'elles sont nombreuses : Sabéens, Yézidis, kurdes, Assyriens, Chaldéens, Syriaques... A noter que la constitution Irakienne reconnaissait que le peuple d'Irak « est composé de « deux nationalités principales » (l'arabe et la Kurde) et « d'autres nationalités » (art. 5b) dont les droits sont considérés comme légitimes ».

Si même une dictature peut inscrire ça dans sa constitution, c'est que ça ne coûte pas trop cher de le faire... (Suivez mon regard). Je doute évidemment que les institutions destinées à la promotion des cultures et langues de ces nationalités furent réellement efficaces... mais il faudrait justement veiller à ne pas laisser sur le carreau ces minorités qui pour certaines d'entre elles, elles aussi sorties des griffes du dictateur, seront certainement remuantes pour le prochain gouvernement mis en place. La fin des tourments n'est pas pour demain au pays des milles et une nuits.

FabrIs IskIs

Où trouver le Huchoër ?

Roazhon / Resnn :

- Librairie Alpha Graph, rue d'échange
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend
- L'Ekluserie occupée, rue Alphonse Guérin

Gwengamp / Guingamp :

- Ambassade du Peuple Palestinien, 7 rue Notre Dame
- Maison de la Presse, place du centre

Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du centre

Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des fontaines

Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des chanoines

Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

+ les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes.

Rencontre avec L'Ambassade du peuple palestinien de Guingamp

Le Huchoër : Suite à quels événements et quand s'est ouverte l'Ambassade du Peuple Palestinien ?

Ambassade du Peuple Palestinien : Tout d'abord c'est le collectif de soutien au peuple palestinien qui s'est créé. Des individus en ont ressenti le besoin, en premier lieu à cause de la montée de l'Intifada face à la colonisation grandissante d'Israël. Ensuite des amis venaient de revenir de là-bas.

Par la suite un local au centre de Guingamp a été proposé au collectif. Nous avons donc décidé d'y tenir une permanence d'information. Nous l'avons inaugurée le 26 octobre après une manif dans Guingamp.

Le H. : Quelle activités s'y passe-t-il ?

APP : Il y a régulièrement des projections de documentaires, une table de presse, une bibliothèque/vidéothèque sur le conflit israélo-palestinien. De plus il y a beaucoup de prises de contact et d'échanges d'info avec les collectifs de St Briec, Nantes, Carhaix et Brest.

Le H. : Les personnes investies dans l'ambassade s'impliquent-elles uniquement dans la cause palestinienne ?

APP : Non, elles s'impliquent aussi pour certaines dans les luttes sociales, les luttes de libération pour les prisonniers, dans les luttes antinucléaires, contre les OGM...

En fait c'est l'actualité qui nous a poussé à lutter pour la Palestine, mais si nous avons des

infos sur d'autres peuples opprimés nous sommes prêts à les diffuser. D'ailleurs nous diffusons déjà de l'info sur les Indiens d'Amérique du Nord, la Kabylie, le Tibet et la Bretagne.

Le H. : Quelle aide pensez-vous apporter au peuple palestinien ?

APP : L'aide est surtout morale ; les palestiniens ont su l'existence de l'ambassade.

Mais l'aide qu'ils demandent par dessus tout c'est qu'il y ait des personnes à se rendre là-bas. Pour cela nous sommes en contact avec le CCIPPP. Nous sommes prêt à aider au financement de voyages pour les personnes qui souhaiteraient partir

en Palestine.

Le H. : Quel impact l'ambassade a-t-elle eu sur la population locale ?

APP : L'impact est assez

positif. Les gens viennent à l'ambassade s'informer et discuter.

De plus la mairie a vu d'un bon œil le fait que ce soit des privés qui ont ouvert l'ambassade, ainsi elle n'a pas à s'investir et à s'engager directement.

Le H. : L'ambassade du peuple palestinien est-elle destinée à durer ?

Il n'y a rien de décidé. Elle existera tant qu'elle sera utile et que les gens seront motivés. Mais le lieu n'a pas d'importance, elle pourra se recréer ailleurs que dans les locaux ac-

tuels.

Le H. : Pensez-vous que le boycott est une action efficace ?

APP : Le boycott individuel n'a que peu de poids tant que les médias n'y sont pas favorables. Par contre l'appel au boycott fait par des institutions, par exemple par les étudiants de Jussieu, est intéressant.

Mais le boycott des produits israéliens, ou de produits soutenant Israël* (Jaffaden, Ferrero, Coca Cola,...), doit continuer.

Le H. : Le conflit irakien peut-il avoir un impact sur le problème palestinien ?

APP : On assiste à un revirement des médias français qui auparavant avaient plutôt une certaine sympathie pour la cause palestinienne et qui aujourd'hui ont tendance à assimiler les palestiniens à " Saddam Hussein ". De plus les médias parlent moins de la situation en Palestine. Nous avons peur qu'Israël profite que l'attention soit braquée sur l'Irak.

Le H. : Quelles sont les prochaines activités de l'ambassade ?

APP : Il y aura une projection du film " Chronique d'un siège " en avril, en présence du réalisateur, avec débat et expo photo, le 17 à Lannion, le 18 à Carhaix et le 19 à Guingamp. Et un fest-noz de soutien est en projet pour septembre.

La permanence d'info se tient tous les jeudi de 17h à 19h au 7, rue Notre Dame à Guingamp.

* Liste des produits boycottés disponible sur solidarite-palestine.org



Brezel ebet etre ar pobloù ! Peoc'h ebet etre ar renkoù !!!

Les riches jouent au golf(e)... et pendant ce temps, les pauvres ramassent les balles (en pleine tronche).

Pour cette guerre du Golfe – le retour de la suite 2 – Georges Bush revient et il est pas content... Ouais sauf que c'est son fils, le petit Dubble You, qui venge son père qui n'a pas pu pousser la bushrie jusqu'au bout. Et pour ce faire c'est toute la machine de guerre américaine qui s'est mise en branle depuis quelques mois, avec la certitude de passer en action sous peu, dès lors que la fatigante et inutile diplomatie internationale se serait essoufflée. Elle a tout de même été pénible

cette diplomatie ONU-sienne à vouloir éviter cette guerre (plus par légalisme borné qu'autre chose en fait), l'empire que dirige aujourd'hui Bush junior n'a pas aidé à la construction de cette institution pour qu'elle l'empêche d'écraser le monde par son expansionnisme, mais plutôt pour se donner bonne conscience quand elle se met de son côté (lorsque c'était au tour de papa Bush de jouer par exemple...).

Mais bon, il y a quand même moyen de faire contre-poids à l'image médiatique déplorable qu'a donné l'administration états-unienne en faisant le forcing, les yeux fermés, malgré les gesticulations des diplomates de l'ONU : la guerre médiatique. En bref, on

massacre les Irakiens, on les maîtrise à huis clos, et pendant ce temps, on rabat les oreilles (et surtout les yeux) des « citoyens » américains et à l'occasion du reste du monde (mais bon, c'est optionnel, on s'en fout un peu des autres, c'est surtout la réélection qui compte) d'images prouvant que... Saddam il est pas gentil, le grand chef de l'« axe de mal » il tue plein de gens, il leur fait mal et que donc on avait quand même bien raison de faire la guerre, que la pro-



chaine fois faudra faire confiance aux chefs, fermer sa gueule et éviter de trop penser (prendre exemple sur le petit G. W. Bush qui a bien écouté les grands patrons et les militaires américains). Mais pas de chance, "l'ex(?)-fils à papa nanti illuminé de la maison blanche et tous ses copains ont eu la désagréable surprise de découvrir que les Arabes, il ne vivent plus dans des tentes dans le désert en buvant du thé, il ont des télévisions, dont certaines sont en mesure de faire concurrence à la voix de la vérité – j'ai nommé CNN – mais où ont-ils déniché ça ces barbares ?? On est loin de la démocratie directe audiovisuelle mais ça dérange quand même déjà l'État américain dans ses

plans de lobotomie généralisée. On notera que notre oligarchie des médias hexagonaux ne manque pas de baver – à l'occasion – à l'idée d'une CNN française, comme quoi l'hégémonie n'est bonne que quand elle est parisienne.

Plus trop de chances de sauver le monde de la déviance anti-Bush (mais comme ça serait embêtant que des dommages collatéraux frappent Al-Jazira!), surtout que la guerre s'est décidée sans l'opinion publique mondiale, avec tout juste une faible majorité d'Américains favorables – il faut dire que là-bas, l'« éducation » du troupeau bêlant est particulièrement poussée, on peut se satisfaire du travail à l'occasion. Dans notre chère « France Une Et Indivisible » (saluez le drapeau !), c'est le pacifisme béat qui prime. On avait pu apprécier l'antifascisme de lycée

il y a un an, aujourd'hui c'est le pacifisme de lycée (qu'est-ce qu'on nous fera l'année prochaine ?). Pour résumer cette profonde idéologie : « la guerre c'est pas bien, Bush il est méchant, surtout qu'il est américain et que j'aime pas les Westerns, on ferait mieux de faire confiance à notre cher État-nation du type français qui a toujours raison et surtout qui ne fait pas trop de tapage autour de ses guerres et donc on peut faire semblant de ne pas savoir...».

Ce pacifisme qui jette un regard résigné sur les Kurdes qui veulent une guerre. Bon, on s'empresse quand même de rappeler que Saddam est un dictateur qui opprime

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

son peuple depuis trente ans (on dit trop peu que l'embargo de l'ONU l'y aide depuis dix ans), que c'est un fauteur de guerre, mais que contre cela il ne faut surtout rien faire. Ou plutôt si : qu'il faut envoyer pleins d'inspecteurs en désarmement et faire confiance aux Irakiens pour monter une oppo-

vital, à la folie consumériste états-unienne. Et le régime de Saddam n'est qu'un obstacle (en même temps qu'un prétexte) à l'établissement de cet empire sur le sol irakien. Ce n'est pas seulement le pétrole qui motive l'agression américaine, et l'obstination de Chirac à s'opposer à l'intervention de l'armée US n'est pas si inno-

qui ne lui plait pas, progressivement, par ordre d'importance (et une renaissance du maccarthysme plus acharné pourrait bien être une étape pas si lointaine de cette guerre permanente, les différentes manifestations de la contestation à l'ordre économique mondial sont de moins en moins tolérées par les grands patrons), la montée en puissance du capitalisme toujours plus violent et destructeur, l'apparition (d'abord dans les faits et progressivement dans les idées) d'une nouvelle forme de colonialisme ayant pour métropole les USA (ou l'Europe) et pour « espace vital » le reste du monde (et le rapprochement avec l'idéologie économique de l'Allemagne nazie n'est pas exagéré).

Que faire alors ? me diriez-vous. Eh bien cesser de compter sur les États pour exercer d'hypothétiques contres-pouvoir ; illusoire car ces entités portent en elles le germe de la domination, de la violence, de même que le capitalisme, c'est-à-dire la concentration des richesses aux mains d'une toujours plus infime minorité d'individus concentrés géographiquement aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon et donnant naissance à cette nouvelle forme d'impérialisme dont je parlais plus haut. Il ne faut compter que sur nous-mêmes et sur la solidarité entre les peuples pour faire tomber toutes les formes de domination, partout où nous nous trouvons, et à quelque degré qu'elle se présente.

Per-Ewan



sition (non violente, attention !) tous seuls dans un régime où tout est centralisé aux mains d'un individu et où toute possible contestation est noyauté par le parti au pouvoir.

Aller, je vais faire hurler mais maintenant je peux le dire : je suis comme Bush, je veux une guerre, la guerre des américains contre Saddam, mais aussi et surtout des Irakiens contre les armées et les patrons, qu'ils soient irakiens ou américains, la guerre sociale et libertaire de tous les peuples contre tous les États, les patrons et la démente religieuse. Car l'actuelle guerre américaine qui va bon train depuis dix jours n'a pour but que l'établissement du néo-colonialisme, d'un empire étatique et capitaliste d'asservissement du monde, tel un espace

centé que cela : s'il a cette réaction c'est parce qu'il sait que l'Europe, et à fortiori la France n'ont pas la capacité militaire de prendre part de manière significative à une guerre en Irak et que si la puissance américaine met la main sur l'Irak, qui pourrait être un enjeu stratégique et commercial important, ça sera la France et l'Europe qui en trouveraient leur puissance diminuée.

Alors on pourra toujours me répondre que l'Irak sous domination américaine sera un mieux relatif, mais ce n'est pas (en mon sens) la vérité. Car si les États-Unis mettent la main sur l'Irak, ce sera la montée en puissance du fascisme islamiste, une place de plus en plus importante pour une puissance qui n'hésitera plus à faire la guerre à tout ce



Rencontre avec la CNT

Cette Interview démarre un cycle de rencontres dans ce journal avec les différentes organisations libertaires de Rennes qui accepteront de nous répondre. C'est l'occasion de mieux les connaître, de s'interroger sur leurs positions sur la « question bretonne », leurs réflexions sur des sujets d'actualité, etc. Pour cette première, rendez vous avec Bertrand et Paskell de la CNT.

Présentation rapide de la CNT

Le Huchoer : Pouvez vous nous présenter rapidement la CNT sur Rennes (orga, effectifs, activité...)?

Paskell : Sur Rennes, c'est une Union Locale qui comprend 4 syndicats : Éducation, PTT, ETPRECI (syndicats des Employés et Travailleurs Précaires du commerce et de l'industrie) et SUB-TP (bâtiment et travaux publics). Le nombre de syndiqués est très variable, actuellement un peu plus d'une trentaine.

Bertrand : Avec les sympathisants, cela fait une bonne centaine. Pour une ville comme Rennes c'est plutôt bien. Rennes est une ville étudiante et théoriquement les syndicats éducation et étudiant devraient être les plus nombreux mais avec les étudiants ça bouge beaucoup d'une année sur l'autre, et les syndicats de l'Éducation Nationale sont très corporatistes et donc assez dur à faire bouger.

Le H. : Qu'est ce qui différencie un syndicats comme la CNT des autres syndicats ?

P. : La CNT se revendique de l'Anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire.

B. : A la base toutes les organisations syndicalistes avait une base communiste libertaire. Un syndicat comme la CGT est tombé sous la

coupe des marxistes et a dérivé vers le réformisme alors que la CNT est issue de la CGT-SR (Syndicaliste Révolutionnaire) c'est à dire anarcho-syndicaliste au début du siècle. Ce qui nous différencie principalement : on est autogestionnaire, c'est la base qui décide et pas des permanents syndicaux qui donnent une ligne à suivre. On fonctionne avec des mandats impératifs et révocables. Les secrétaires d'Union Locale, Union Régionale sont élus pour un ou deux ans non cumulables. On applique ainsi une rotation des tâches visant à responsabiliser chacun.

Le H. : Quels sont les objectifs d'un syndicat comme la CNT ?

B. : Le développement des sections dans les entreprises. Car on pense que la vraie force de mobilisation se trouve chez les travailleurs. Le but est de se réapproprier les outils de production et de les collectiviser.

Le H. : Quels sont les conflits sociaux récents auxquels vous avez participé ?



P. : Les derniers conflits auxquels on a participé ont été au niveau des MI/SE (Maîtres d'Internat et Surveillants d'Externat), des retraites (au niveau des manifs). Sinon on agit dans des entreprises comme Thalès où il y a une section CNT.

B. : Sur les conflits sociaux, je voudrais rajouter que durant l'ère Jospin, les grandes centrales syndicales ont tout fait pour instituer une paix sociale favorable au gouvernement et éviter l'épisode de

Décembre 1995 où la base avait débordé les directions. Et donc depuis Mai 2002 on se retrouve dans la rue toutes les semaines. Ce qui est nouveau. Nous on est sur tous les fronts sociaux mais on privilégie les conflits de proximité. Malgré notre nombre, on démontre qu'une activité syndicale est possible sans tenir compte des questions d'effectifs : une personne bien décidée peut faire autant de travail que les permanents CFDT, CGT ou FO installés depuis des années.

La question bretonne

Le H. : Quelle est la position de la CNT sur les peuples « minorisés » de l'hexagone ?

B. : Globalement l'Union Régionale soutient les prisonniers politiques bretons... Mais au niveau de l'anarcho-syndicalisme on privilégie le fédéralisme basé sur une organisation des travailleurs et non sur une appartenance à un peuple, une culture ou une identité. La base de l'organisation c'est la Commune mais on défend le droit des populations à pouvoir parler la langue qu'elles veulent, à faire vivre leurs cultures. Personnellement je ne suis pas trop pour le terme indépendantisme. Je le trouve trop flou.

Le H. : Depuis quelques années, on a pu assister à l'appropriation et au détournement de l'identité culturelle bretonne par des groupes capitalistes (Instituts de Locarn, Produits en Bretagne,...). Pensez-vous que cela porte atteinte à l'image et au développement des autres luttes bretonnes et est-ce que cela tend à vous rendre méfiants vis-à-vis des mouvements politiques et culturels bretons ?

P. : En fait, moi perso je n'ai pas de fibre bretonnante mais je combats l'économie capitaliste sous toutes ses formes, récupératrice d'identité ou autres.

B. : En plus le capitalisme est su-

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

per fort pour récupérer tous les mouvements culturels ou politiques, surtout au niveau publicitaire. Finalement le seul mouvement se réclamant de la culture bretonne avec lequel on peut travailler c'est Huch !. Les autres UDB, Emgann, sans parler de la droite bretonne, c'est trop flou ou trop louche. Donc oui on est assez méfiant vis-à-vis de tous ces mouvements qui se réclament bretons, qui jouent sur la fibre culturelle pour avoir le maximum de voix. Les luttes en Bretagne c'est aussi se battre contre le nucléaire, pour l'environnement, l'eau... D'ailleurs il y a un nouveau syndicat qu'on essaie de développer en Bretagne le CTTE (Confédération des Travailleurs de la Terre et de l'Environnement) qui est encore au stade embryonnaire pour contrer le productivisme qui sévit autant à la campagne que dans les villes : certains appellent cela « écologie », nous on appelle ça du bon sens.

Le H. : Parallèlement à cela, on a vu se développer en Bretagne des mouvements d'extrême droite sur une base identitaire bretonne (MRB de X. Guillemot, ADSAV de P. Montauzier). Comment expliquer ce phénomène ?

P. : Le développement de ce type de mouvements a surgi au moment où le FN et le MNR se bouffaient le nez. C'est un moyen pour le FN et le MNR de se reconstruire par ces mouvements régionaux un peu partout (Alsace, Bretagne...).

Le H. : Pensez-vous que le coté identitaire puisse leur apporter des sympathisants autres que les traditionnels éléments d'extrême-droite ?

B. : Non. Pour moi, Adsav c'est juste une bande de skin nazis mais qui n'ont aucune influence réelle, issus du MNR et du POBL. Selon moi la Bretagne est historiquement « rouge » comme dans le Centre-Bretagne, Carhaix, Rostrenen. Ce sera donc dur pour eux de réussir à

s'implanter véritablement.

Le H. : Pensez-vous que l'absence de discours clairs des organisations d'extrême gauche (entre autre, des libertaires) sur la question bretonne a laissé se creuser un fossé entre les défenseurs des luttes et de la culture bretonnes et les mouvements d'extrême gauche ?

P. : C'est sûr que délaissier la question de l'identité bretonne, ça a pu amener des gens à se diriger vers d'autres mouvements dont des groupes d'extrême droite.

B. : C'est aussi pour cela que l'on est content de voir que des individus sont internationalistes, libertaires et bretons, et que l'on répond à cette interview...

Réactions à chaud sur quelques points d'actualités :

Le H. : Les dernières manifestations sociales et anti-guerre...

B. : Comme je l'ai déjà dit, actuellement il y a beaucoup de manifestations alors que pendant les 5 dernières années il n'y avait quasiment rien eu. Je pense que c'est aussi important dans les manifs de rappeler qu'avant sous le gouvernement de gauche les choses étaient pareilles et que les gens qui ne se mobilisent qu'aujourd'hui œuvrent à ramener ces gens-là au gouvernement pour refaire les mêmes erreurs. C'est pour cela que nos ennemis sont le capitalisme et le patronat mais aussi les sociaux-démocrates que les soi-disant radicaux de la LCR qui protège le PS dans les manifs. Pour construire un autre futur, il faut avoir en tête et se souvenir de 81 et des espoirs déçus de la gauche !

P. : Nous avons été présents à toutes les manifestations contre la guerre avec souvent jusqu'à 100, 150 personnes dans le cortège libertaire.

B. : Pour bloquer vraiment la

guerre en Irak, il faudrait agir directement sur les intérêts économiques américains et britanniques. Même si on n'est pas très nombreux et pas assez présents dans les entreprises, on appelle au boycott des produits américains et britanniques au niveau de l'UL35, et on dénonce le fait que les autres syndicats n'entreprennent pas des actions dans ce sens-là. Sinon, sur Paris la CNT s'implique dans les missions civiles en Palestine. Ce ne sont pas les manifs qui vont suffire ; il faut ensuite un passage à l'action. Si en France les manifestations s'essouffent, c'est justement parce qu'elle restent symboliques.

P. : On dénonce aussi parallèlement la présence des troupes françaises en Côte d'Ivoire. C'est la politique internationale en général qu'on dénonce car s'il y a les USA, ce ne sont pas les seuls.

Le H. : Le gouvernement actuel...

B. : Moi perso, je dis « vive Chirac » (*rires*) car au moins les gens redécouvrent que les acquis sociaux se gagnent dans les rues et dans les conflits sociaux, ce que les syndicats et associations de « gauche » s'appliquent à faire oublier aux gens durant les mandats socialistes. On a la chance d'avoir la droite la plus bête du monde qui avec ses méthodes brutales poussent des centaines de gens à manifester.

Le H. : Votre actualité...

B. : On avait commencé un cycle de projections vidéos à raison d'une par mois car on accorde une grande importance à la culture alternative et beaucoup de films très intéressants sont peu ou pas diffusés. On espère en refaire.

P. : On essaie aussi de mettre en place des formations syndicales sur les sections, les prud'hommes, le droit du travail.

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

B. : On pense en effet que c'est intéressant à connaître sans y être pour autant soumis. On ne se présente pas aux élections prud'homales que l'on estime truquées mais on s'accorde l'utilisation de cette arme contre le patronat.

P. : Entre autre, on a gagné un procès en juillet 2002 contre Thalès sur le thème de la représentativité : Les différents syndicats sauf la CNT avaient signé un texte pour pouvoir être au CE. Les dirigeants de Thalès ont alors attaqué la CNT pour non-représentativité...

Pour plus d'infos et contacts :

Confédération Nationale du Travail

Site internet : www.cnt-f.org

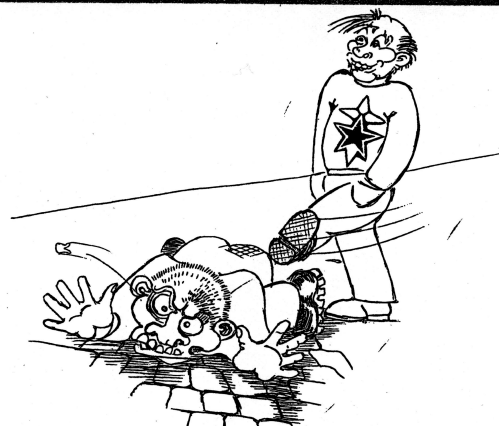
11^{ème} Union Régionale de Bretagne, 5 square Charles Dullin 35200 Rennes
A la même adresse :

- Union Locale de Rennes : cnt.35@cnt-f.org
- Syndicat CNT-PTT 35 : ptt.35@cnt-f.org
- Syndicat des Travailleurs de l'Education STE 35 : edu.35@cnt-f.org
- Syndicat des Employés et Travailleurs précaires Commerce et industrie ETPRECI 35 : etpreci.35@cnt-f.org
- Syndicat Unifié du Bâtiment et des Travaux Publics SUB-TP 35 : subtp.35@cnt-f.org

Permanence le mercredi de 19 à 20 H.

60 ans après, le retour de la délation

**FLICAGE
VIDÉO-SURVEILLANCE
MILICES**



er maez!

TREGER DISUJ
CBIL Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire
BP 70402 22200 GUINGAMP

Après les usines d'incinération, les pesticides, les militaires, les nitrates, l'air de Bretagne s'est trouvé une autre pollution qui rappelle une autre époque où le bon « citoyen » pouvait, voire était encouragé, à dénoncer sans vergogne son collègue, l'étranger qui a toujours l'air louche puisqu'on ne sait pas qui il est... Cette nouvelle forme de pollution a un nom : La Délation, et sa branche armée : les milices. Elle reste pour l'instant très localisée sur Rostren / Rostronen mais tend à se généraliser.

Dans la capitale du Fisel, elle a trouvé quelques valets pour la suivre, parmi des commerçants nostalgiques du poujadisme et du pétainisme. En accord avec les bidasses locaux, ils ont créé des milices dont le but est de faire des rondes avec un talkie-walkie et d'informer les flics dès qu'ils aperçoivent un individu suspect : de préférence jeune, mal habillé, basané si possible, les cheveux mal peignés, de classe sociale inférieure (Ah les pauvres!). Et tout ça au nom de la sacro-sainte sécurité jospino-chiraquosarkosienne. La même qui crée des centres fermés (de redressement), qui construit un tas de

nouvelles prisons, qui renvoie un charter de sans papiers par semaine, qui envoie en tôle les prostituées, les contestataires, ceux qui payent pas le train, les injurieux de marseillaise, bientôt ceux qui ne votent pas... Jusqu'où allons-nous accepter ça ? La vidéo-surveillance ? Le doublement des effectifs de flics ? La création de milices dans chaque bourg ? (pourquoi pas avec le port d'armes tiens !). Il est plus que jamais temps de reprendre ce vieux slogan toujours d'actualité : Ne dremeno ket ! / No pasaran !

En Bretagne comme ailleurs : Flics, milices, fascistes dehors !

Treger Disuj - CBIL



Historique de la répression en Bretagne

Depuis 3 ans et demi pour certains, 6 prisonniers politiques bretons croupissent dans les prisons parisiennes, à 500 km de leurs proches, sans avoir été jugés. Rappelons les faits :

A l'automne 1998, la mairie de Belfort, fief de M. Chevènement, ministre de l'intérieur est dynamitée. Un mois après survient la revendication signée A.R.B. (Armée Révolutionnaire Bretonne). Suivent de nombreux attentats dont la perception de Cintegabelle, fief électoral de M. Jospin. Le 29 septembre 1999, à Plévin (22), c'est 8 tonnes et demi de dynamite qui sont dérobés dans une usine d'explosif. Une partie part au Pays Basque, une autre reste en Bretagne et est utilisée par les révolutionnaires bretons qui revendiquent des attentats commis (avec cette marchandise). Deux jours après le vol de Plévin, c'est la première rafle. Une quinzaine de personnes sont placées en garde à vue, la plupart membres d'Emgann (Mouvement de la Gauche Indépendantiste), 7 sont mises en examen et 5 sont placées en détention. 3 seront relâchées au bout d'un mois, un an, un an et demi. Alain Solé est toujours incarcéré. En décembre, c'est un nouveau militant d'Emgann qui est arrêté et placé en « détention préventive » pour recel d'explosifs, les flics politiques de la D.N.A.T. ayant trouvé des bâtons de dynamite dans le coffre de sa voiture. Il sera libéré deux ans et demi plus tard et est toujours soumis à un contrôle judiciaire dans l'attente d'un procès. Les attentats continuent en Bretagne, certains comme la perception de Paimpol ou Carhaix ne sont pas revendiqués par l'A.R.B. Y a-t-il un autre groupe actif en Bretagne, ou les flics qui ont récupéré plusieurs tonnes de Plévin sont-ils en train de préparer quelque chose? On est en pleine histoire des paillotes en Corse avec comme ministre de l'intérieur le

facho-républicain Jean-Pierre Chevènement qui couvre son préfet Bonnet. Jusqu'au 19 avril 2000, c'est une trentaine d'attentats à chaque fois sans victime, comme depuis 30 ans d'histoire de résistance armée en Bretagne, qui ont lieu dont une dizaine jamais revendiqués. Le 19 avril, deux jours avant la marche pour l'indépendance entre Morlaix et Guingamp qui devait réunir au moins 500 camarades, une charge explose au Mc Do de Quévert près de Dinan, et cause la mort d'une employée, Laurence Turbec. La Bretagne est sous le choc, le milieu indépendantiste ne comprend pas. Aussitôt, les enquêteurs attribuent l'attentat à l'A.R.B. et montrent le mouvement Emgann du doigt. Remettons dans le contexte. Depuis 6 mois, on parle de plus en plus du mouvement de la gauche indépendantiste. Son porte-parole, Gaël

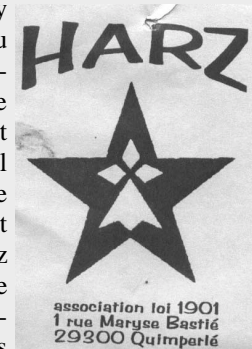
Roblin multiplie les interviews dans la presse bretonne et dans la presse française. La marche pour l'indépendance risque d'attirer plus de monde que les années précédentes, en majorité des jeunes.

La marche pour l'indépendance est annulée par Emgann. Une semaine plus tard, un communiqué de l'A.R.B. est révélé au « vrai journal » de Karl Zéro. Ce communiqué dément la participation de l'A.R.B. à l'attentat de Quévert et en revendique un au Mc Do de Pornic (44) où la charge n'a pas explosé et a disparu. L'A.R.B. signale que la D.S.T. est en Bretagne depuis plusieurs mois.

A Pornic, le gérant du Mc Do affirme devant toutes les caméras télévisées et devant son magasin qu'il n'y a pas eu d'explosions, d'ailleurs, à l'image, on voit bien son restaurant en parfait état. Trois jours plus tard, il revient sur ses

Impressions sur le concert du 1er mars à Tremeven en soutien aux prisonniers politiques bretons.

A l'initiative de l'association Harz, près de 400 personnes se sont rassemblées pour un concert avec à l'affiche Overstep, Tri Bleiz Die, Skuds and the Panic People et Los Tres Puntos. Au niveau des tables de presse, le groupe local de la Fédération Anarchiste partageait l'espace avec quelques militants d'Emgann quand je me suis installé sur la table qui les séparaient, comme si elle n'attendait que la table de presse de la C.B.I.L. pour établir un point de convergence idéologique... De convergence il n'y eut point, mais mon emplacement, au milieu de ces deux organisations me prêtait à sourire... Bref, le public arrive au compte goutte et c'est devant une salle quasiment vide que les Overstep démarrent la soirée ; il faut dire que la salle est énorme, et même avec les 400 personnes présentes, il y avait une impression de petite affluence. Tri Bleiz Die avait très bien sa place ce soir-là et je crois qu'ils ont eu du succès avec leur rock-punk celtique. Je dis bien je crois car nos tables de presse étaient situées à l'extérieur de la salle, dans le hall, et je n'ai pas pu apprécier l'intégralité de la soirée. Puis les Skuds and the Panic People prirent le relais pour le plaisir de beaucoup. C'était une bonne prestation et des interventions bien senties, notamment pour les prisonniers. Le groupe a étoffé son répertoire et l'apport du mélodica (instrument à vent comme pour les enfants !) intégré dans les passages ska sonne terrible. Une beuk plus tard (et oui je conduisais), Los Tres Puntos clôturèrent ce concert ; mais combien étaient-ils sur scène ? Vraiment bien, une musique très riche et variée, plutôt festive : c'était le bon choix pour finir la soirée. En tout cas bravo à l'équipe de Harz !



Le courrou d'néteie



(Suite de la page 14)

paroles et affirme qu'il y a bien eu une explosion mais qu'il croyait à un acte de vandalisme, qu'il a signifié par téléphone à la gendarmerie de Saint Nazaire. A l'image, on voit le même Mc Do avec une baie vitrée brisée, un cratère de 30 cm de large au pied (d'ailleurs, la vitre n'est même pas descendue comme elle devrait l'être avec une charge qui creuse un cratère comme celui-ci). Et ce plus de quinze jours après la pose de la charge. Quand on voit à quelle vitesse un Mc Do change ses vitres cassées, il y a de quoi surprendre.

Le 2 mai, la rafle que tout le monde attend commence. Sept personnes sont placées en garde à vue, quatre incarcérées à Paris dont le porte-parole d'Emgann. Jean-Pierre Chevènement à l'Assemblée Nationale bafoue devant tout le monde la présomption d'in-

nocence en nommant le porte-parole d'Emgann comme responsable de Quévert, ainsi que les autres personnes incarcérées. Suivront plus de cent arrestations en Bretagne, dont l'ensemble du bureau politique d'Emgann pour aboutir à six interpellation, dont 2 qui seront libérés deux mois après. Tous/tes nient leur participation à l'attentat de Quévert mais sont maintenus depuis 3 ans maintenant en « détention provisoire » sans qu'aucun ne soit directement mis en cause dans Quévert, malgré les affirmations de la presse de l'époque. Par la suite, l'A.R.B annoncera un arrêt de ses activités en Bretagne. Le mouvement breton, culturel et politique, sera la cible de tous les jacobins à dents longues et à mémoire courte. L'amalgame breton-collabo, faisant référence aux quelques fachos bretons pendant l'occupation allemande

n'aura de cesse d'être développé dans toute la presse et les mouvements associatifs, les syndicats, dans les semaines qui suivent l'attentat. A croire que tout était prêt pour ces jacobins castrateurs d'histoire et qu'ils n'attendaient que Quévert. Belle coïncidence.

En attendant, l'affaire de Pornic a été étouffée.

Depuis, d'autres arrestations ont eu lieu en Bretagne et trois placements en détention, dont deux seront libérés deux mois après. Le dernier à être placé et maintenu en détention, en septembre 2001 est Jérôme Bouthier.

Il reste donc 6 prisonniers politiques bretons : Alain Solé, Kristian Georgeault, Gaël Roblin, Stéphane Philippe, Paskal laizé et Jérôme Bouthier. La procédure a donc dépassé 3 ans et ce, au mépris du droit européen. Ceci étant d'ailleurs régulièrement condamné par la F.I.D.H., la L.D.H., le parlement flamand, la L.C.R., L.O.,

les Verts.

Deux d'entre eux sont gravement malades : Alain et Paskal. Alain est devenu insulino-dépendant à vie depuis son entrée en prison à cause de l'absence de soins nécessaires à son diabète. Paskal, qui ne marchera probablement plus jamais normalement suite à un accident de voiture avant son incarcération, s'est vu refuser des séances de kinésithérapie en prison.

Tous se sont vus refuser à chaque fois leur demande de libération sans qu'aucune preuve de leur participation aux faits qu'on leur reproche n'ait été établie.

Depuis deux ans et demi, les C.A.R.B. (comités anti-répressifs en Bretagne) se battent pour leur libération de différentes manières : manifestation, rassemblements, actions symboliques, occupations de locaux, lettres aux députés, aux maires, tracts...

Depuis 3 ans et demi, l'État français maintient 6 camarades bretons dans ses geôles parisiennes, loin de leurs proches, sans jugement, au mépris de toutes les conventions européennes sur la détention provisoire, sans que rien ne change. On nous annonce un probable procès pour l'automne ou le début 2004 pour calmer les voix de plus en plus nombreuses même au sein du mouvement culturel breton réputé frileux, qui se lèvent contre cette parodie de la justice.

En attendant, on ne peut que constater qu'ils ont effectué 3 ans et demi de prison ferme pour les plus anciens. Nul doute qu'ils seront pour la plupart relâchés, vu les faits qui leur sont reprochés.

Et après ça, ils parlent encore de démocratie !

Guillaume B.

Pour plus d'infos :

C.A.R.B
www.prizonidi.org

Skoazell Vreizh
www.skoazell-vreizh.org

Adresse des prisonniers politiques bretons

Stéphane PHILIPPE (nouvelle adresse)
317 768 A D101 Bât. D2
7 avenue des Peupliers
91705 FLEURY-MEROGIS Cedex 14

Jérôme BOUTHIER (nouvelle adresse)
N° d'écrou 278896
42 rue de la Santé
75674 PARIS Cedex 14

Gaël ROBLIN
273 196 - D1 / 121
42 rue de La Santé
75674 PARIS Cedex 14 - France

Alain SOLÉ
17 348 - Cel. A 125
M.A. des Hauts-de-Seine
133 av. de la Commune-de-Paris - BP 1414
92014 NANTERRE - France

Kristian GEORGEAULT
276 024 - A 333
Maison d'Arrêt - 42, rue de la Santé
75674 Paris cedex 14 - France

Pascal LAIZÉ
274 740 - F 2 / 247
42 rue de La Santé
75674 PARIS Cedex 14 - France



Na mestr, na soudard 'ba 'r moull-danvad !

Loin d'être garante de l'émancipation des individus, l'école « républicaine » était jusqu'à présent porteuse de quelques bribes égalitaires issues des luttes de 1936. Le statut d'étudiants-surveillants, par exemple, était vecteur d'égalité à l'accession aux études universitaires. Bien sûr, l'université, comme l'école, n'est qu'un instrument étatique visant à modeler l'individu à sa guise en lui faisant miroiter une hypothétique construction intellectuelle, condition d'acquisition de son libre-arbitre (pouah!), sinon comment expliquer la marginalisation des pédagogies alternatives (Freinet, lycées autogérés...) qui pourtant ont fait leurs preuves. Mais, en tant que libertaires, on ne peut cautionner la destruction sans scrupules du peu de principes égalitaires et non-marchands qui subsistaient au sein du système éducatif.

En effet, les MI/SE (maîtreSSEs d'internat / SurveillantEs d'externat) étaient recrutés sur critères sociaux, avec des aménagements pour pouvoir passer des examens ou concours, des regroupements horaires afin d'être présentEs au maximum d'heures d'enseignement universitaires, des rapprochements possibles par rapport au lieu d'étude (et donc souvent d'habitation) et pour un total de 1000 à 1300 heures par an pour un plein temps.

Ils seraient donc remplacés par des « assistantEs d'éducation » moins nombreux (jusqu'à 2 postes supprimés par établissement), travaillant plus (1600 heures annualisées) pour un salaire moindre (rentabilité, quand tu nous tiens !) et recrutés par le/les chef(s) d'établissement(s), possibilité de dispatcher des heures dans différents établissements... (T'as une bagnole ?)

Même si la priorité serait donnée aux étudiantEs boursierEs, il paraît

difficile pour un DRH-chef d'établissement, d'engager quelqu'un susceptible de s'absenter pour ses études plutôt qu'un jeune militaire à la retraite qui n'aurait comme révision et contrôle que la révision de sa jeep Tuning (jantes alliées, peinture de camouflage, pare-chocs jaunes fluos) avant le contrôle technique. Qui contrôlera d'ailleurs les modalités de recrutement ?

D'autre part, la qualité de l'encadrement, la proximité d'âge entre « pionNEs » et élèves (et donc les accointances culturelles etc.) sont complètement mises de côté.

D'ailleurs, qualité d'encadrement comme qualité d'enseignement ne peuvent en aucun cas répondre aux objectifs de l'Accord Européen sur les Services de Commerce. Eh oui, le service d'éducation est un service de commerce, brassant plusieurs milliards d'eurodollars et devant donc être rentable. L'infiltration croissante des entreprises privées (services de cantine, filières techniques...) va de paire avec cette contractualisation/précarisation des personnels de l'éducation. A quand l'école manufacture où séviraient des profs vigiles ?

C'est contre la destruction de cette institution déjà pas très florissante que les MI/SE et AE (Aides Educateurs-trices) se sont battuEs ces derniers mois, fonctionnant en Assemblées Générales décisionnelles et collectifs d'individus ; un mouvement malheureusement guillotiné par la sclérose des syndicats traditionnels, gestionnaires frileux et autres permanents syndicaux magouilleurs. Côôôômmme d'hâââââbitûûûû-dêêêêê !

Retour sur ce mouvement avorté trop tôt et sur les différentes actions du collectif I/SE-AE 35/22 (Il-ha-Gwilen / Aodoù an Arvor) A la rentrée de septembre 2002 paraît la « lettre Boissinot », un projet visant à accentuer la précarisation amorcée des travailleuses de l'Education Nazionale, en premier lieu des MI/SE-AE. Se

mettent donc en place des collectifs d'étudiantEs surveillantEs et « Aides Educ », fonctionnant en A.G. décisionnelles. Peu nombreux dans les premiers temps, ils seront relayés par les syndicats (SNES, SGEN-CFDT...) et une première action mobilise 70% de grévistes en Bretagne chez les MI/SE-AE le 24 septembre.

Le 17 octobre, une première grève unitaire touche 6 personnes sur 10, plus 8 sur 10 chez les surveillantEs de l'académie.

Le 4 novembre, une première table ronde au ministère abouti à un échec : les syndicats claquent la porte. Voyant la mobilisation grandissante, les collectifs MI/SE-AE votent en AG, le 25 novembre, la grève reconductible illimitée. Deux jours plus tard, c'est le même cas de figure que le 4 novembre. S'en suit une série de manifs et grèves ponctuelles à l'appel des syndicats, mobilisant entre 60% et 70% de grévistes. Mais les collectifs poursuivent leurs actions ; la grève est toujours reconduite alors que l'on attend un soutien plus ferme des centrales syndicales qui, au vu de la bonne mobilisation lors d'actions ponctuelles, et de l'urgence dans laquelle se trouvent les surveillantEs, devraient appeler à un mouvement de grande ampleur. Quant à la solidarité étudiante, l'occupation avant Noël du Hall B de Villejean nous renvoie à nos tristes constatations : l'université n'est plus qu'une bergerie où les moutons attendent patiemment de se faire tondre...

Au retour des vacances, en janvier 2003, le mouvement est retombé (problème de calcul de jours grévés pris en compte dans les congés payés...) Le 7 janvier expire « l'ultimatum » donné par l'intersyndicale (FSU, SGEN, UNSA, CGT, FAEN) au ministère : aucune réponse correcte de ce dernier au problème soulevé par le projet de réforme. La réaction des syndicats est « fulgurante » : une journée de grève est décrétée pour... le 28 janvier (ouais, super !)

(Suite page 17)

(Suite de la page 16)

La semaine du 13 au 17 janvier devait être, selon les dires de ces mêmes syndicats, une forte semaine d'actions avec un point culminant pour le 17 janvier. Voyant le faible nombre d'AG organisées dans les différents établissements (et surtout le faible nombre de profs et autres personnels présents dans ces AG – faut qu'j'entre chez moi, j'vais louper « question pour un champion ») et pour ne pas « court-circuiter » la journée du 28, que ces messieurs avaient décidé auparavant, cette « semaine forte » se résumera à une journée « vie scolaire morte » le vendredi 17 janvier.

C'est oublier que certaines vies scolaires étaient déjà mortes depuis le 25 novembre, oublier aussi les collectifs qui ne fonctionnent pas par tripatouillages journaliers mais en grèves reconductibles (votées par des individus groupés et non par des « salariés du syndicat »). Cette grève reprend donc et, le 23 janvier, une ANPE de Rennes (où sont recrutés les suppléants des grévistes) est occupée durant tout un après-midi. Les flics débarqueront une demi-heure après l'heure de fermeture officielle de l'agence. Le 28 janvier, une nouvelle manif suivie d'une AG proposent d'être présentes dès le lendemain matin devant les différents établissements pour re-sensibiliser les personnels et élèves. Le 30 est organisé un concert de soutien, à Rennes/Roazhon, car les étudiantEs grévistes ont déjà perdu pas mal d'argent. Début février, une manif à Paris rencontre un succès que les vacances d'hiver approchantes rendent plus que mitigé, quand à ses répercussions. Après les vacances, les manifs re-

prennent ; le 18 mars, un rassemblement devant le rectorat, à l'appel du collectif et de l'intersyndicale, compte assez de monde pour défiler dans les rues de la cité rennaise. A 14h30, une AG inter catégorielle à la maison du peuple (local CGT) regroupe plus de 200 personnes. La grève reconductible est votée pour le lendemain, et sera

mauvaise blague !)

Après la manif du 3 avril où chacun était venu défendre sa petite retraite (à la différence du mouvement des pionNEs qui, en perdant de l'argent, ne comptaient pas en avoir d'avantage c'était une lutte pour l'avenir, pour une école plus humaine...) chaque centrale syndicale a fait sa petite AG, pour dénoncer le fonctionnement des AG justement, et casser l'action des collectifs. (Ces messieurs se sentiraient donc spoliés de leur pouvoir de leader ?)

Le SGEN (CFDT éduc') a proposé de nouvelles actions pour le 5 mai. Alors que les profs (pas tous, mais presque) ne se sont pas ôté le doigt du cul pour la rentrée, comment imaginer qu'ils abandonneraient leurs élèves à deux mois du BAC, BEPC ?

Encore une belle preuve que ces co-gestionnaires / permanents syndicaux / jaunes (devant, brun derrière) sont complètement dé-co-ne-ctés. Vive l'anarcho-syndicalisme ! pour l'autogestion de l'apprentissage et du savoir, e Breizh hag e pep lec'h !

Vergissmeinnicht

Des collectifs sont très actifs dans d'autres parties de l'hexagone occupées par l'État français, se battent toujours et encore (Bordeaux...). Un espoir ?

J'inclus dans les syndicats véreux : tous, excepté la Confédération Nationale du Travail qui a essayé, par les AG décisionnelles et l'implication dans les collectifs, de faire valoir un fonctionnement autogestionnaire de lutte.

Merci à tous ceux et à toutes celles qui ont tenu, par leur soutien financier, à faire perdurer le combat (profs, ATOS, parents d'élèves, individuEs indépendantEs)

SITE INTERNET DE LA CBIL
<http://www.cbil.lautre.net>



reconduite le lundi suivant, dans les locaux de Force Ouvrière. Mais ce n'est qu'un vote de principe et les MI/SE-AE ont commencé à franchement baisser les bras face à l'hypocrisie syndicale.

Le 25 mars, le projet de réforme est présenté à la députaille parisienne. Ce même jour, le collectif appelle à un rassemblement devant le rectorat : il sera occupé 2 à 3 heures. Non content de ne pas avoir eu la primauté de l'appel, le SNES (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) appelle à un rassemblement le lendemain. Appel peu entendu (et toc !) Ce n'est pas une journée mais une semaine qu'il faudra pour passer en revue les 3000 amendements déposés. Le projet est finalement voté et adopté le 1^{er} avril (pour une



**FACE A LA PENSEE UNIQUE, APPRENDRE ET PARLER
LE BRETON OU LE GALLO EST UN ACTE DE RESISTANCE.**

APPEL AU GRAND SOIR DES LANGUES BRETONNES !

Étant donné la situation actuelle des langues bretonnes, et notamment des écoles d'enseignement en breton, nous nous sommes joints à la manifestation du 22 mars pour l'officialisation de ces langues. Nous y apportons toutefois quelques réserves. En effet, en aucun cas nous ne pouvons donner la responsabilité de la sauvegarde de nos langues à l'État qui les a détruites. En aucun cas, nous ne pouvons nous réduire à attendre la bonne volonté de l'État, car c'est lui, et l'économie capitaliste, qui ont amené nos langues, désormais minoritaires chez nous, à cet état de fait. C'est pourquoi le combat pour la sauvegarde de nos langues ne peut être que partie intégrante d'une lutte plus globale contre la politique de l'État et le capitalisme. Une langue est à la fois un caractère individuel et collectif. La destruction d'une langue procède d'une tendance plus large à la négation des individus. Le monde d'aujourd'hui est traversé par des rapports d'oppression multiple : nord/sud, patrons/travailleurs, État/individu... Cette oppression peut également prendre des formes plus sournoises : carcan moral et/ou religieux, négation des caractères culturels, identitaires et linguistiques des individus, dépréciation générale d'individus ou de groupes par l'État..., bref, tout ce qui conduit à une standardisation. Les individus standardisés sont tellement plus faciles à soumettre...

Apprendre le brezhoneg (bas breton) ou le gallo, ce n'est pas un repli identitaire, c'est un acte de résistance, un acte révolutionnaire !

Nous nous battons, dans une optique libertaire, pour que chaque individu puisse s'épanouir dans un monde où subsisterait la diversité des langues et des cultures. L'idéal serait de créer une dynamique où la pratique du breton et du gallo au quotidien, dans la vie publique, s'imposerait de fait, sans avoir à passer par une demande à l'État. Mais cela est impossible tant que l'État français continue sa politique d'uniformisation du territoire au point de vue culturel et linguistique. A certains l'officialisation apparaît donc comme l'ultime recours de langues en péril car elle aurait pour conséquence l'utilisation de ces langues dans la vie publique, notamment dans l'administration. Nous ne pouvons sans nous renier réclamer à l'État une officialisation des langues de Bretagne. D'abord, d'un point de vue pragmatique, cette démarche a peu de chances d'aboutir. Ensuite, même si elle aboutit, elle aura sans doute plus des accents de folklore « régional » que d'égalité entre les langues. Alors plutôt que de demander l'officialisation, **réclamons la gestion pédagogique et financière des écoles en langues bretonnes**, et les moyens de la mettre en place. Si nous devons en passer par les barbouillages, le boycott, la grève, le refus d'acquiescer ses impôts..., nous le ferons ! **Dans le combat pour les langues menacées comme dans le combat social, seule la lutte paie !**

CBIL : BP 70402 22200 Gwengamp. <http://www.cbil.lautre.net>

E brezhoneg!

Mis au courant qu'une semaine de la langue bretonne devait se dérouler du 10 au 15 février 2003, sur les routes dites « nationales » et « départementales », j'avais soigneusement repéré un itinéraire à barbouiller pour la nuit du 11 au 12. Cette virée se passa sans incidents majeurs, et je pus rentrer chez moi tranquillement.

Le matin du 13, trois énergumènes des brigades de Vannes et d'Auray déboulèrent chez moi, m'expliquant avoir repéré ma voiture, sur le bas-côté de la route longeant la voie express entre Auray et Vannes. Ils brandissent un trousseau de clef qui est le mien puis m'expliquent l'avoir pris sur le néman, ce qui n'est pas une méthode de flic. Après une perquisition à ma voiture qui s'avère positive et devant laquelle je ne pouvais nier les faits, ils m'emmenèrent à la gendarmerie d'Auray, où je restai 10 heures en garde à vue.

J'ai agit pour Stourm ar Brezhoneg, je le revendique et j'en suis fier, car je suis persuadé que la méthode musclée est de mise, la France étant un État rétrograde tourné vers son passé minable, où seuls la vio-

lence et les menaces ont ouvert les oreilles des lobbies dirigeants. Il y a malgré tout quelque chose de significatif aujourd'hui, personne (ou presque) mis à part les élu-e-s ne condamne nos actions. Je me promène ailleurs que dans les milieux bretonnants, et je peux vous assurer avoir entendu des gens en parler comme d'une histoire géniale pendant que les autres avouent que si cela marchait, ce serait bien. La revendication bretonne aurait-elle mûri dans les esprits ? Ou serait-ce le fait que des centaines de panneaux sont barbouillés chaque semaine en pays vannetais, faisant de Stourm ar Brezhoneg un fait culturel ? Certainement un peu des deux. Une vingtaine de panneaux barbouillés localement, on appellera ça du vandalisme commis par des loosers qui s'emmerdaient ce soir là, alors qu'un millier de panneaux, et le tout-venant parlera plutôt d'opération bien organisée par des gens décidés, traduisant un ras-le-bol d'engagements non tenus de la part des élu-e-s.

Cela peut signifier que le commun des mortels peut s'identifier en masse dans toutes luttes menées à grande échelle. A nous d'intensifier les combats

Hervé BOSSARD

Contact: bossard.h@wanadoo.fr 02 97 01 35 74

.. 15/02 : 400 personnes défilent en solidarité avec les prisonniers politiques bretons à Nantes.

.. 15/02 : à Brest, Rennes, Saint-Brieuc... plusieurs rassemblements ont eu lieu contre l'imminence d'une guerre en Irak.

.. 21/02 : la chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris confirme le renvoi devant la Cour d'assises de onze indépendantistes bretons, accusés d'avoir participé à 17 des 40 attentats perpétrés en Bretagne entre juin 1993 et avril 2000.

.. 22/02 : suite à la répression de la manif de Rennes du 25/01, une manif s'est tenue à Brest.

.. 1/03 : concert pour les prisonniers politiques bretons à Tremeven organisé par l'association Harz. Plus de 400 personnes se sont rassemblées (cf. article).

.. 15/03 : plusieurs manifs ont eu lieu à Saint-Brieuc, Rennes...contre la guerre.

.. 15/03 : des militants anti-spéculation recouvrent les vitrines de plusieurs agences immobilières à Rennes.



.. 20/03 : 4000 personnes se retrouvent devant le consulat américain à Rennes pour dire leur opposition au début du conflit en Irak.

.. 21/03 : dans le cadre d'une semaine d'actions contre l'enfermement, une vingtaine de militants collent des affiches sur les bus et déploient une banderole place de la République à Rennes. Quatre d'entre eux seront interpellés pour un contrôle d'identité au commissariat.

.. 22/03 : 25 000 personnes défilent en faveur du breton et des écoles d'enseignements bilingues à Rennes.

.. 22/03 : des milliers de personnes se sont encore rassemblées dans les grandes villes comme à Saint-Brieuc ou Rennes, contre la guerre en Irak.

.. 23/03 : toujours par rapport à la mobilisation contre l'enfermement, un parloir sauvage s'est tenu devant la prison des femmes, entre des prisonnières et des militant-e-s à l'extérieur.



.. 24/03 : une action féministe a eu lieu à Nantes en réaction à l'interpellation d'une femme qui avait une tenue jugée indécente, conséquence directe de la nouvelle loi initiée par Sarkozy.

.. 26/03 : le squatt des " maisons jaunes ", square Arrot à Rennes, est expulsé au matin.

.. 03/04 : un militant pour le bilinguisme (cf. article page précédente) est poursuivi pour des barbouillages de panneaux routiers : l'audience est reportée le 15 mai au

T.G.I. de Lorient, à partir de 13 h 30.

.. 09/04 : le collectif des sans-papiers s'est rassemblé contre les expulsions place de la mairie à Rennes.

.. 12/04 : à l'initiative de la C.B.I.L., plusieurs militant-e-s du groupe Treger Disuj ont interpellé les habitant-e-s de Rostrenen (22) sur l'existence d'une milice de commerçants qui fait des rondes dans le bourg, de nuit. Affiches et tracts ont été collés et distribués dans un accueil enthousiaste !

- 25-26/04 : Le G8 environnement, qui devait rassembler les ministres de l'environnement de ces 8 pays, aurait dû se réunir à Angers, mais a été transféré à Paris. Malgré tout une manif et des rencontres ont eu lieu à Angers les 25, 26 avril.

A VENIR

.. Le 7 mai a lieu une soirée vidéo-débat sur la construction des nouvelles prisons à Rennes, à partir de 20h30 à Carrefour 18, 7 rue d'Espagne, métro Henri Fréville.

.. Toujours au sujet du monde carcéral, l'émission Ralatlol, qui se voulait un moyen de diffusion d'infos sur la vie en prison, a du arrêter après le 11 février, suite à la décision du responsable de la radio de ne pas " continuer l'aventure ". Les animateurs du collectif Ralatlol comptent bien continuer sur une autre radio. A suivre...

.. La " Veggie Pride ", rassemblement des végétarienne-s et défenseurs de la cause animale aura lieu à Paris le 17 mai. Même si la fierté est un sentiment qui me rebute, la cause mérite le soutien ! Pour infos : www.veggiepride.org.

.. La mobilisation contre le G8 qui aura lieu à Evian les 1,2 et 3 juin se prépare. Guettez l'info.

Le courrou d'netéie

L'ETAT D'ISRAËL ASSASSINE LES PALESTINIENS



**Soutenons
la résistance
palestinienne**

Collectif de Soutien Au Peuple Palestinien (Bégar-BZH)

tregorpalestine@free.fr